



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le jeudi 5 avril 2001**

Pour être diffusé à 8 h 30

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Permis de bâtir, février 2001** 2  
 La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a baissé en février, alors que les intentions de construction dans le secteur non résidentiel reculaient par rapport au sommet atteint en janvier. Les constructeurs ont pris pour 3,4 milliards de dollars de permis, en baisse de 9,1 % par rapport à janvier.

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

Indice de l'offre d'emploi, mars 2001	6
Statistiques sur l'aquaculture, 1999	6
Statistiques démographiques, quatrième trimestre de 2000	7
Scieries et ateliers de rabotage, janvier 2001	8
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mars 2001	8

---

## NOUVEAUX PRODUITS

---



---

## CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

---



## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Permis de bâtir

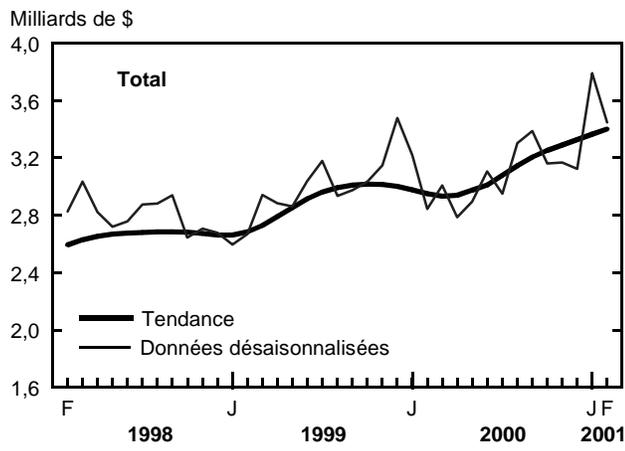
Février 2001

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a baissé en février, alors que les intentions de construction dans le secteur non résidentiel reculaient par rapport au sommet atteint en janvier. Les constructeurs ont pris pour 3,4 milliards de dollars de permis, en baisse de 9,1 % par rapport à janvier.

Malgré ce repli, la valeur totale des permis de construction en février a dépassé de 11,9 % la valeur moyenne mensuelle observée en 2000.

La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 17,9 % pour se situer à 1,5 milliard de dollars, en raison des importants replis affichés par les trois catégories (industrielle, commerciale et institutionnelle). Les intentions de construction de logements sont demeurées vives, atteignant 2,0 milliards de dollars, en légère baisse de 0,9 % par rapport à janvier. Le recul de la composante unifamiliale a plus qu'annulé l'augmentation de la composante multifamiliale.

#### La valeur totale des permis est en baisse par rapport au sommet atteint en janvier



Au cours des deux premiers mois de 2001, les municipalités ont délivré pour 7,2 milliards de dollars de permis de bâtir, soit 19,4 % de plus que dans la période correspondante en 2000, des chiffres inégalés dans les deux premiers mois de l'année depuis 1990. L'accroissement dans chaque composante des secteurs résidentiel (+14,3 %, valeur totale de 3,9 milliards

#### Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 500 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

de dollars) et non résidentiel (+26,0 %, valeur totale de 3,3 milliards de dollars) a contribué à ce résultat.

À l'échelon régional, les régions métropolitaines de recensement de Toronto et de Montréal ont connu un très bon début d'année, la valeur des permis de construction résidentielle et non résidentielle y dépassant nettement les résultats enregistrés au cours de la même période en 2000. Ensemble, ces deux régions ont constitué plus de 75 % de l'accroissement de la valeur cumulative des permis.

#### Les composantes unifamiliale et multifamiliale ont suivi une voie différente

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a progressé de 11,8 % et a atteint 625 millions de dollars en février; il s'agit du meilleur résultat mensuel enregistré à ce jour. Par contre, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a reculé de 5,9 %, pour se chiffrer à 1,3 milliard de dollars, après les très bons résultats affichés en janvier.

La baisse des taux hypothécaires, l'augmentation des prix des logements neufs, le resserrement des taux d'inoccupation des appartements dans plusieurs régions et un niveau élevé de l'emploi à temps plein sont autant de facteurs compatibles avec la vigueur actuelle de l'activité dans le secteur de l'habitation.

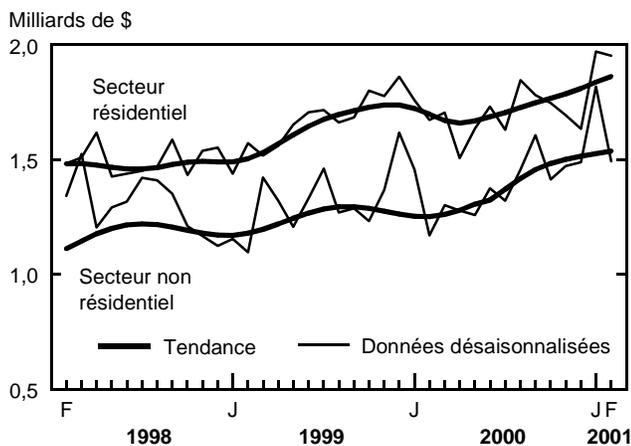
À l'échelon provincial, l'augmentation des intentions dans le secteur de la construction résidentielle en Ontario (+11,4 %, valeur totale de 1,1 milliard de dollars) en février a été la plus considérable et elle s'explique par le bond de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Ce très bon

résultat a été plus qu'effacé par des replis au Québec (-24,8 %, valeur totale de 290 millions de dollars) et en Colombie-Britannique (-10,3 %, valeur totale de 217 millions de dollars).

Depuis le début de l'année, la vigueur du secteur résidentiel s'est appuyée sur les fortes hausses des logements multifamiliaux (+36,0 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars) et unifamiliaux (+6,9 %, valeur totale de 2,7 milliards de dollars). Ainsi, la valeur cumulative de janvier et février représente un sommet dans le secteur de l'habitation depuis 1990.

Pour les deux premiers mois de 2001, les plus fortes augmentations (en dollars) ont été celles de l'Ontario (+17,3 %, valeur totale de 2,0 milliards de dollars) et du Québec (+24,4 %, valeur totale de 676 millions de dollars). À l'opposé, la Nouvelle-Écosse a affiché le plus net recul.

**La valeur des permis de construction non résidentielle diminue**



**Premier repli en quatre mois dans la construction non résidentielle**

Après avoir affiché une forte hausse de 22,2 % en janvier, la valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel a glissé de 17,9 % et s'est établie à 1,5 milliard de dollars en février. Chacune des trois composantes (industrielle, institutionnelle et commerciale) a contribué au repli général.

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle a légèrement fléchi au quatrième trimestre de 2000 et la croissance du produit intérieur brut réel a ralenti pour se situer à 0,6 %, reflétant un ralentissement général de la demande. Par contre, le commerce de détail a connu un troisième mois consécutif de croissance en janvier 2001, les bénéfices des sociétés ont atteint des

sommets en 2000 et le taux d'inoccupation des locaux industriels est demeuré faible. Dans l'ensemble, les perspectives demeurent positives pour le secteur non résidentiel en 2001.

Les intentions de construction industrielle ont chuté de 17,6 % en février, passant à 351 millions de dollars. Les usines et les services publics ont accusé les pertes les plus considérables. La baisse la plus marquée est survenue au Québec (-36,3 %, valeur totale de 104 millions de dollars), et la plus forte augmentation (en dollars) a été celle observée au Nouveau-Brunswick (+424,1 %, valeur totale de 18 millions de dollars).

La valeur des permis de construction commerciale a baissé de 10,5 % pour s'établir à 918 millions de dollars en février, après sa poussée de 47,1 % en janvier. Les immeubles à bureaux ont subi la perte la plus forte, tandis que les permis pour les hôtels augmentaient pour un deuxième mois de suite. L'Ontario a affiché le plus fort repli (-20,0 %, valeur totale de 368 millions de dollars) et la Colombie-Britannique (+50,3 %, valeur totale de 159 millions de dollars), la plus forte hausse.

Les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 39,1 % pour s'établir à 224 millions de dollars en février. Il s'agit d'un deuxième mois consécutif de baisse dans la composante institutionnelle. Les reculs les plus marqués ont été ceux des établissements d'enseignement et des services sociaux. La baisse la plus marquée est survenue en Ontario (-44,7 %, valeur totale de 119 millions de dollars).

À l'échelon provincial, des progressions dans les trois composantes ont donné à la Colombie-Britannique la plus forte croissance dans le secteur non résidentiel (+39,6 %, valeur totale de 226 millions de dollars). Par contre, une baisse marquée dans la région métropolitaine de recensement de Toronto explique le net recul enregistré en Ontario (-25,7 %, valeur totale de 645 millions de dollars).

Malgré la baisse de février, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a atteint 3,3 milliards de dollars aux deux premiers mois de 2001, en hausse de 26,0 % par rapport à la même période en 2000. Atteignant 776 millions de dollars, la valeur des permis de construction industrielle a été en progression de 35,2 %. La valeur des permis de construction commerciale a atteint 1,9 milliard de dollars, en hausse de 20,7 %, et celle des intentions de construction institutionnelle a atteint 593 millions de dollars, en hausse de 33,4 %.

Depuis le début de l'année, l'Ontario a bénéficié de l'augmentation la plus forte (+54,4 %, valeur totale de 1,5 milliard de dollars), en raison d'un accroissement dans chacune des trois composantes, tandis que la plus forte baisse est survenue en Alberta (-26,1 %, valeur totale de 319 millions de dollars).

**Valeur des permis de bâtir**

Régions métropolitaines de recensement	Janv. 2001 <sup>r</sup>	Févr. 2001 <sup>p</sup>	Janv. à févr. 2001	Janv. à févr. 2000	Janv. à févr. 2001	2000 à 2001
	données désaisonnalisées					
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
St. John's	15,3	7,2	-52,7	32,4	22,5	-30,4
Halifax	21,4	25,5	18,9	59,3	46,9	-20,8
Saint John	5,0	5,4	9,3	7,0	10,4	48,0
Chicoutimi-Jonquière	6,2	6,8	10,2	29,0	13,0	-55,3
Québec	70,4	66,2	-6,0	90,4	136,7	51,2
Sherbrooke	7,8	9,0	15,3	17,7	16,8	-5,1
Trois-Rivières	5,1	9,5	88,1	14,4	14,6	0,8
Montréal	588,1	345,6	-41,2	548,5	933,7	70,2
Hull	25,9	74,4	187,6	23,1	100,3	334,6
Ottawa	117,3	127,8	9,0	190,9	245,2	28,5
Oshawa	29,2	61,3	109,7	76,0	90,6	19,2
Toronto	982,8	951,9	-3,1	1 426,1	1 934,7	35,7
Hamilton	104,1	70,4	-32,4	89,4	174,5	95,2
St. Catharines-Niagara	34,0	29,1	-14,2	49,5	63,1	27,5
Kitchener	55,9	69,7	24,5	133,5	125,6	-5,9
London	59,3	30,6	-48,4	75,3	89,9	19,4
Windsor	44,2	44,2	0,1	81,1	88,4	9,1
Sudbury	4,2	4,2	-0,6	3,4	8,4	144,8
Thunder Bay	9,1	1,9	-78,7	14,9	11,1	-25,8
Winnipeg	34,3	34,3	-0,1	109,8	68,6	-37,5
Regina	31,3	9,9	-68,3	21,0	41,2	96,2
Saskatoon	27,7	14,0	-49,4	56,0	41,8	-25,4
Calgary	159,3	183,0	14,8	450,5	342,3	-24,0
Edmonton	99,6	107,1	7,5	184,1	206,7	12,3
Vancouver	236,3	255,8	8,3	564,4	492,1	-12,8
Victoria	30,9	31,4	1,3	39,7	62,3	56,7

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

**Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 995 et 4073.**

Le numéro de février 2001 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de mars 2001 paraîtra le 7 mai.

Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ([clarver@statcan.ca](mailto:clarver@statcan.ca)). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 ([saineti@statcan.ca](mailto:saineti@statcan.ca)), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Janvier 2001 <sup>r</sup>	Février 2001 <sup>p</sup>	Janvier à février 2001	Janvier à février 2000	Janvier à février 2001	2000 à 2001
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
<b>Canada</b>	<b>3 790,3</b>	<b>3 446,2</b>	<b>-9,1</b>	<b>6 062,7</b>	<b>7 236,5</b>	<b>19,4</b>
Résidentiel	1 970,9	1 953,0	-0,9	3 433,8	3 923,9	14,3
Non résidentiel	1 819,4	1 493,2	-17,9	2 628,9	3 312,6	26,0
Terre-Neuve	24,3	12,5	-48,3	45,1	36,8	-18,5
Résidentiel	20,2	9,3	-54,0	35,7	29,5	-17,4
Non résidentiel	4,1	3,2	-20,5	9,5	7,3	-22,6
Île-du-Prince-Édouard	11,3	4,6	-58,8	15,9	15,9	0,1
Résidentiel	5,2	4,4	-15,1	9,9	9,6	-3,0
Non résidentiel	6,1	0,2	-96,2	6,0	6,3	5,4
Nouvelle-Écosse	55,8	48,3	-13,3	112,2	104,1	-7,2
Résidentiel	33,7	27,5	-18,3	89,0	61,2	-31,2
Non résidentiel	22,0	20,8	-5,7	23,2	42,8	84,5
Nouveau-Brunswick	36,5	53,0	45,3	65,0	89,5	37,6
Résidentiel	23,1	23,0	-0,6	45,8	46,1	0,6
Non résidentiel	13,4	30,0	124,7	19,2	43,4	126,0
Québec	875,5	642,6	-26,6	1 028,4	1 518,1	47,6
Résidentiel	385,9	290,3	-24,8	543,5	676,2	24,4
Non résidentiel	489,7	352,2	-28,1	484,9	841,9	73,6
Ontario	1 824,2	1 710,3	-6,2	2 703,1	3 534,5	30,8
Résidentiel	956,2	1 065,6	11,4	1 723,5	2 021,8	17,3
Non résidentiel	868,0	644,7	-25,7	979,6	1 512,7	54,4
Manitoba	55,8	51,4	-7,9	168,5	107,2	-36,4
Résidentiel	30,0	23,9	-20,4	62,5	53,9	-13,7
Non résidentiel	25,7	27,5	6,8	106,0	53,3	-49,7
Saskatchewan	78,5	51,7	-34,2	124,6	130,1	4,4
Résidentiel	18,1	18,7	3,6	45,4	36,8	-19,0
Non résidentiel	60,4	32,9	-45,5	79,2	93,3	17,8
Alberta	419,7	423,2	0,8	941,4	842,9	-10,5
Résidentiel	252,6	270,8	7,2	509,3	523,4	2,8
Non résidentiel	167,0	152,4	-8,8	432,0	319,4	-26,1
Colombie-Britannique	403,8	443,0	9,7	840,0	846,7	0,8
Résidentiel	241,9	217,1	-10,3	354,6	459,0	29,5
Non résidentiel	161,8	225,9	39,6	485,4	387,7	-20,1
Yukon	4,0	4,2	5,7	4,1	8,2	102,2
Résidentiel	3,5	1,9	-45,2	3,1	5,4	77,5
Non résidentiel	0,5	2,3	383,5	1,0	2,8	178,5
Territoires du Nord-Ouest	1,1	1,3	15,2	1,8	2,4	32,9
Résidentiel	0,5	0,3	-33,3	0,8	0,8	5,7
Non résidentiel	0,6	1,0	51,2	1,1	1,6	52,3
Nunavut	0,0	0,0	...	12,5	0,0	-100,0
Résidentiel	0,0	0,0	...	10,7	0,0	-100,0
Non résidentiel	0,0	0,0	...	1,8	0,0	-100,0

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

## AUTRES COMMUNIQUÉS

### Indice de l'offre d'emploi

Mars 2001

En mars, l'Indice de l'offre d'emploi (1996=100) a diminué de 1,8 % pour atteindre 168, soit la troisième baisse mensuelle consécutive. L'indice de mars a enregistré une diminution dans cinq des dix provinces, les plus importantes baisses ayant été enregistrées au Nouveau-Brunswick (-3,2 %), en Ontario (-2,1 %) et au Québec (-1,8 %).

**Nota:** L'Indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. Cet indice est considéré comme un indicateur de la demande de travail mesurant les intentions des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. L'indice est désaisonnalisé et lissé pour faciliter la comparaison mensuelle.

### Indice de l'offre d'emploi

(1996=100)

	Mars 2000	Févr. 2001	Mars 2001	Mars 2000 à mars 2001	Févr. à mars 2001
	données désaisonnalisées et lissées				
	var. en %				
<b>Canada</b>	<b>171</b>	<b>171</b>	<b>168</b>	<b>-1,8</b>	<b>-1,8</b>
Terre-Neuve	179	200	203	13,4	1,5
Île-du-Prince-Édouard	207	245	246	18,8	0,4
Nouvelle-Écosse	169	161	162	-4,1	0,6
Nouveau-Brunswick	194	185	179	-7,7	-3,2
Québec	159	165	162	1,9	-1,8
Ontario	188	192	188	0,0	-2,1
Manitoba	166	176	175	5,4	-0,6
Saskatchewan	137	138	141	2,9	2,2
Alberta	157	175	176	12,1	0,6
Colombie-Britannique	147	137	135	-8,2	-1,5

### Données stockées dans CANSIM: matrice 105 (niveaux 8, 9 et 10).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 ([labour@statcan.ca](mailto:labour@statcan.ca)), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

### Statistiques sur l'aquaculture

1999

Les ventes aquacoles ont grimpé au-delà de la barre des 600 millions de dollars en 1999 dans le sillage des augmentations de la production et des prix des produits du poisson, alliées à une croissance modérée des exportations.

Le secteur aquacole a réalisé 611,4 millions de dollars de revenus, en hausse de 17,6 % par rapport à 1998, ce qui est légèrement supérieur à l'augmentation de 16,3 % observée en 1998.

Les ventes de poissons, surtout du saumon, se sont élevées à 560,2 millions de dollars, ce qui représente 91,6 % des ventes totales, alors que les ventes de mollusques, se chiffrant à 44,8 millions de dollars, en représentaient 7,3 %. Les ventes de poissons ont augmenté de 18,5 % par rapport à 1998, comparativement à une hausse de 20,8 % dans le cas des mollusques.

Les exportations aquacoles ont progressé de 5,2 % et se sont établies à 385,5 millions de dollars en 1999. Environ 96,5 % des exportations annuelles de poissons sont destinées aux États-Unis, tandis que la France, le Japon et Taïwan se partagent le reste. Les exportations ont connu une forte expansion dans les années 1990 et ont plus que doublé de 1992 à 1999, en raison principalement des exportations de saumons vers les États-Unis.

Les ventes ont augmenté dans les sept provinces où l'on trouve des exploitations aquacoles. Le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique représentaient, à eux seuls, 84,7 % des revenus aquacoles totaux en 1999. Au Nouveau-Brunswick, où les exploitations aquacoles se sont rétablies après avoir été aux prises avec des maladies, les ventes se sont accrues de 20,5 % pour atteindre 218,4 millions de dollars. Les exploitants de la Colombie-Britannique, qui ont représenté environ la moitié de la production nationale, ont enregistré des ventes de 299,4 millions de dollars, en hausse de 13,5 % comparativement à 1998. Les revenus en Nouvelle-Écosse ont grimpé de 53,9 % pour s'établir à 29,4 millions de dollars.

L'Île-du-Prince-Édouard a réalisé 22,3 millions de dollars de ventes de mollusques en 1999, soit environ la moitié des revenus nationaux provenant des mollusques. Il s'agit d'une croissance de 11,5 % par rapport à 1998.

Alors que les revenus ont été à la hausse, les coûts de production ont augmenté encore plus. À l'échelon national, les dépenses liées aux produits, c'est-à-dire le

coût des produits et des services achetés d'une autre entreprise, à l'exclusion des coûts des immobilisations et de la main-d'oeuvre, ont atteint 426,9 millions de dollars en 1999, en hausse de 24,0 % par rapport à 1998. Les coûts des aliments ont progressé de 22,6 % pour s'établir à 173,3 millions de dollars, ce qui représente 40,6 % des dépenses totales liées aux produits.

Les exploitants ont déboursé 82,1 millions de dollars en salaires et traitements, en hausse de 16,8 % comparativement à 1998. Les frais d'amortissement ont été évalués à 28,6 millions de dollars, alors que les frais d'intérêt se chiffraient à 15,7 millions de dollars, en hausse de 10,2 % par rapport à 1998.

En tout, la production brute des exploitants aquacoles – qui comprend les ventes, les subventions et la croissance des stocks – a été de 697,4 millions de dollars en 1999, en hausse de 23,5 % par rapport à 1998. Les stocks de biens ont plus que doublé et sont passés à 56,1 millions de dollars en 1999, sous l'effet de l'expansion du secteur aquacole.

Par conséquent, la valeur ajoutée brute que le secteur a apporté à l'économie canadienne – la différence entre la production brute et les dépenses totales liées aux produits – a atteint 272,0 millions de

dollars en 1999, en hausse de 21,9 % par rapport à 1998.

Les exploitations aquacoles du Nouveau-Brunswick représentaient 30,5 % de l'augmentation nationale de 48,9 millions de dollars de la valeur ajoutée en 1999, alors que les producteurs de la Colombie-Britannique en représentaient environ 45,1 %.

En Colombie-Britannique, la valeur ajoutée brute a augmenté de 19,7 % pour atteindre 134,0 millions de dollars, alors qu'au Nouveau-Brunswick, elle a progressé de 20,4 % pour s'établir à 88,0 millions de dollars.

**Données stockées dans CANSIM: matrices 8500 à 8535.**

Les données seront disponibles bientôt dans les mises à jour de la reliure *Statistiques du bétail – Mises à jour* (23-603-UPF, 45 \$ / 149 \$) ou la reliure *Statistiques économiques agricoles* (21-603-UPF, 26 \$ / 52 \$). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Tony Dupuis au (613) 951-2511 ([tony.dupuis@statcan.ca](mailto:tony.dupuis@statcan.ca)) ou appelez la Division de l'agriculture au 1 800 465-1991.

**Compte de valeur ajoutée – industrie de l'aquaculture**

	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997 à 1998	1998 à 1999
	Nouveau-Brunswick			Colombie-Britannique			Canada				
	milliers de \$									var. en %	
Ventes de produits et services aquacoles	162 000	181 150	218 360	224 800	263 700	299 400	447 300	520 100	611 430	16	18
Revenu total d'exploitation	164 000	186 800	225 980	230 000	270 100	314 900	461 400	539 930	641 315	17	19
Production brute	166 000	189 800	255 980	275 000	285 100	332 900	511 300	564 680	697 435	10	24
Total des entrées	109 200	116 750	168 015	177 500	173 140	198 905	327 830	341 610	425 455	4	25
<b>Valeur ajoutée brute (coût des facteurs)</b>	<b>56 800</b>	<b>73 050</b>	<b>87 965</b>	<b>97 500</b>	<b>111 960</b>	<b>133 995</b>	<b>183 470</b>	<b>223 070</b>	<b>271 980</b>	<b>22</b>	<b>22</b>

**Statistiques démographiques**

Quatrième trimestre de 2000 (données provisoires)

Les estimations postcensitaires de la population du Canada, des provinces et des territoires au 1<sup>er</sup> janvier 2001 sont maintenant disponibles. Au 1<sup>er</sup> janvier 2001, la population du Canada s'élevait à 30 872 000 personnes, en hausse de 266 200 personnes par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Cet accroissement démographique, de 0,87 %, n'est que très légèrement supérieur à celui observé l'année précédente. La faible hausse de la croissance de

la population a été principalement attribuable à une augmentation de l'immigration. Le Canada a reçu 227 000 immigrants en 2000, en hausse de près de 37 000 par rapport à 1999.

**Données stockées dans CANSIM: matrices 1, 2, 4 à 6, 397, 5731, 6470, 6516 et 6981.**

Ces estimations se retrouvent dans *Statistiques démographiques trimestrielles* (91-002-XIB, 8 \$ / 25 \$; 91-002-XPB, 10 \$ / 33 \$) qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données, communiquez avec Lise Champagne au (613) 951-2320 (*lise.champagne@statcan.ca*), Division de la démographie, télécopieur: (613) 951-2307, ou avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité. Pour plus

de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Larrivée au (613) 951-0694 (*daniel.larrivee@statcan.ca*). Télécopieur: (613) 951-2307.

## Population du Canada<sup>1</sup>

	1 <sup>er</sup> janvier 1999 <sup>Pr</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 2000 <sup>Pr</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 2001 <sup>PP</sup>	1999	2000
				Taux d'accroissement annuel (%)	
<b>Canada</b>	<b>30 351 274</b>	<b>30 605 741</b>	<b>30 871 967</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>
Terre-Neuve	543 124	541 093	537 797	-0,4	-0,6
Île-du-Prince-Édouard	137 297	138 428	139 078	0,8	0,5
Nouvelle-Écosse	937 254	941 012	942 322	0,4	0,1
Nouveau-Brunswick	753 563	755 703	757 267	0,3	0,2
Québec	7 336 276	7 361 142	7 383 300	0,3	0,3
Ontario	11 434 740	11 577 177	11 741 793	1,2	1,4
Manitoba	1 139 249	1 144 677	1 149 220	0,5	0,4
Saskatchewan	1 026 260	1 024 847	1 020 660	-0,1	-0,4
Alberta	2 933 120	2 973 560	3 022 861	1,4	1,6
Colombie-Britannique	4 011 561	4 048 446	4 077 389	0,9	0,7
Yukon	31 099	30 748	30 194	-1,1	-1,8
Territoires du Nord-Ouest	40 982	41 598	42 108	1,5	1,2
Nunavut	26 749	27 310	27 978	2,1	2,4

<sup>1</sup> Ces estimations sont rajustées pour le sous-dénombrement net.

<sup>Pr</sup> Estimations postcensitaires mises à jour.

<sup>PP</sup> Estimations postcensitaires provisoires.

## Scieries et ateliers de rabotage

Janvier 2001

La production de bois d'oeuvre et de traverses a atteint 5 783,4 milliers de mètres cubes en janvier, en hausse de 0,1 % par rapport aux 5 775,8 milliers de mètres cubes produits en janvier 2000.

Les estimations de 2000 ont été révisées.

### Données stockées dans CANSIM: matrices 53 et 122 (série 2).

Le numéro de janvier 2001 de *Scieries et ateliers de rabotage* (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (*simales@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 31 mars 2001 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 31 mars a atteint 282 153 tonnes métriques, en baisse de 2,0 % par rapport aux 287 818 tonnes produites la semaine précédente et de 13,4 % comparativement aux 325 951 tonnes produites la semaine correspondante de l'année précédente. Le total cumulatif au 31 mars 2001 était de 3 567 102 tonnes, en baisse de 15,4 % comparativement aux 4 217 960 tonnes produites durant la même période en 2000.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Julie Mayer au (613) 951-5370 (*julie.mayer@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## NOUVEAUX PRODUITS

**Bulletin d'analyse, régions rurales et petites villes du Canada**, 1851 à 1998, vol. 2, n<sup>o</sup> 7  
**Numéro au catalogue: 21-006-XIF**  
(Gratuit).

**La revue des céréales et des graines oléagineuses**, janvier 2001  
**Numéro au catalogue: 22-007-XIB** (11\$/112\$).

**La revue des céréales et des graines oléagineuses**, janvier 2001  
**Numéro au catalogue: 22-007-XPB** (15\$/149\$).

**Permis de bâtir**, février 2001  
**Numéro au catalogue: 64-001-XIF** (14\$/145\$).

**Information - population active**, pour la semaine se terminant le 17 mars 2001  
**Numéro au catalogue: 71-001-PIB** (8\$/78\$).  
**Paraît à 7 h le vendredi 6 avril.**

**Information - population active**, pour la semaine se terminant le 17 mars 2001  
**Numéro au catalogue: 71-001-PPB** (11\$/103\$).  
**Paraît à 7 h le vendredi 6 avril.**

**Activités scientifiques fédérales**, 2000-2001  
**Numéro au catalogue: 88-204-XIB** (35\$).

**Statistiques démographiques trimestrielles**, octobre-décembre 2000  
**Numéro au catalogue: 91-002-XIB** (8\$/25\$).

**Statistiques démographiques trimestrielles**, octobre-décembre 2000  
**Numéro au catalogue: 91-002-XPB** (10\$/33\$).

**Statistiques démographiques annuelles**, 2000  
**Numéro au catalogue: 91-213-XIB** (56\$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

**Pour commander les produits par téléphone:**

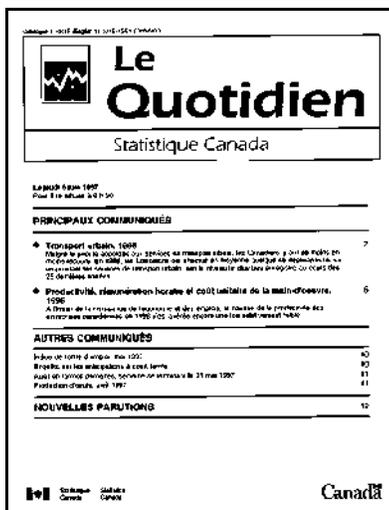
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez:	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**



**Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, [julie.belanger@statcan.ca](mailto:julie.belanger@statcan.ca)  
 Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, [madeleine.simard@statcan.ca](mailto:madeleine.simard@statcan.ca)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

---

## CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

---

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus d'informations, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve, Labrador,  
Île-du-Prince-Édouard,  
Nouvelle-Écosse et  
Nouveau-Brunswick**

Services-conseils  
Statistique Canada  
1741, rue Brunswick  
2<sup>e</sup> étage, boîte 11  
Halifax (N.-É.)  
B3J 3X8  
Appel local: (902) 426-5331  
Sans frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (902) 426-9538  
Courriel: atlantic.info@statcan.ca

**Québec et Nunavut**

Services-conseils  
Statistique Canada  
200, boul. René-Lévesque Ouest  
Complexe Guy-Favreau  
4<sup>e</sup> étage, Tour Est  
Montréal (Qc)  
H2Z 1X4  
Appel local: (514) 283-5725  
Sans frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (514) 283-9350  
Courriel: infostcmontreal@statcan.ca

**Région de la Capitale nationale**

Services-conseils  
Centre de consultation statistique  
(RCN)  
Statistique Canada  
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats  
Tunney's Pasture  
Ottawa (Ont.)  
K1A 0T6  
Appel local: (613) 951-8116  
Télécopieur: (613) 951-0581  
Courriel: infostats@statcan.ca

**Ontario**

Services-conseils  
Statistique Canada  
10<sup>e</sup> étage, imm. Arthur Meighen  
25, avenue St. Clair Est  
Toronto (Ont.)  
M4T 1M4  
Appel local: (416) 973-6586  
Sans frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (416) 973-7475

**Manitoba**

Services-conseils  
Statistique Canada  
Édifice Via Rail, pièce 200  
123, rue Main  
Winnipeg (Man.)  
R3C 4V9  
Appel local: (204) 983-4020  
Sans Frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (204) 983-7543  
Courriel: statswpg@solutions.net

**Saskatchewan**

Services-conseils  
Statistique Canada  
Park Plaza  
2365, rue Albert, pièce 440  
Regina (Sask.)  
S4P 4K1  
Appel local: (306) 780-5405  
Sans frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (306) 780-5403  
Courriel: statcan@sk.sympatico.ca

**Alberta et Territoires du Nord-Ouest**

Services-conseils  
Statistique Canada  
15<sup>e</sup> étage, Park Square  
10001, Bellamy Hill  
Edmonton (Alb.)  
T5J 3B6  
Appel local: (780) 495-3027  
Sans Frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (780) 495-5318  
Courriel:  
Johane.Tremblay@a.statcan.ca

**Colombie-Britannique et Yukon**

Services-conseils  
Statistique Canada  
Library Square Tower  
300, rue Georgia Ouest, pièce 600  
Vancouver (C.-B.)  
V6B 6C7  
Appel local: (604) 666-3691  
Sans frais: 1 800 263-1136  
Télécopieur: (604) 666-4863

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements (Canada et États-Unis): 1 800 263-1136  
Numéro sans frais pour commander seulement (Canada et États-Unis): 1 800 267-6677  
Numéro sans frais de commande par télécopieur (Canada et États-Unis): 1 877 287-4369  
Numéro sans frais pour les appareils de télécommunications pour les malentendants: 1 800 363-7629